

**Art. 28.** L'article 8 est applicable aux membres du personnel des ministères détachés dans le cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région.

**Art. 29.** La rémunération des membres du personnel visés à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, est payée par leur département ou service d'origine.

Le remboursement de la rémunération est effectué à la Trésorerie sur base d'un relevé trimestriel adressé au Gouvernement ou au Collège par le département ou le service concerné.

La demande de remboursement est faite au début de chaque trimestre pour le trimestre précédent.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 30.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 mai 1965 relatif à la composition et au fonctionnement des cabinets ministériels et au personnel des ministères appelé à faire partie du cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région;

2° l'arrêté royal du 13 février 1973 relatif aux cabinets des Secrétaires d'Etat.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999.

**Art. 32.** Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

**Art. 28.** Artikel 8 is toepasselijk op de personeelsleden van de ministeries die gedetacheerd zijn bij het kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest.

**Art. 29.** De bezoldiging van de in artikel 27, eerste lid, vermelde personeelsleden wordt uitbetaald door hun departement of dienst van herkomst.

De terugbetaling van de bezoldiging aan de Schatkist gebeurt aan de hand van een driemaandelijks staat, die door het departement of de betrokken dienst aan de Regering of het College wordt gezonden.

De aanvraag tot terugbetaling moet bij het begin van elk kwartaal voor het voorafgaande kwartaal worden gedaan.

#### HOOFDSTUK IV. — Opheffings- en slotbepalingen

**Art. 30.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 20 mei 1965 betreffende de samenstelling en de werking van de ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken;

2° het koninklijk besluit van 13 februari 1973 betreffende de kabinetten van de Staatssecretarissen.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1999.

**Art. 32.** Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

#### SERVICE DU PREMIER MINISTRE, MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 1532

[C - 99/00375]

**4 MAI 1999.** — Arrêté royal déterminant les modalités de répartition entre les Régions et les Communautés de la quotité qui leur incombe dans certaines dépenses électorales, dans les divers cas d'élections simultanées prévus à l'article 4 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux Régions et Communautés détermine en son article 4 tel qu'il a été remplacé par la loi spéciale du 18 décembre 1998, la quotité qui incombe aux Régions et aux Communautés dans les catégories de dépenses énumérées à l'alinéa 3 dudit article 4, et ce pour les divers cas d'élections simultanées qui y sont prévus, à savoir :

— pour le cas d'élections simultanées en vue du renouvellement des Chambres législatives fédérales et des Conseils de Région et de Communauté (35 % de ces dépenses sont à charge des Régions et Communautés concernées) ;

— pour le cas d'élections simultanées en vue du renouvellement du Parlement européen et des Conseils de Région et de Communauté (50 % de ces dépenses sont à charge des Régions et Communautés concernées) ;

— pour le cas d'élections simultanées en vue du renouvellement des Chambres législatives fédérales, du Parlement européen et des Conseils de Région et de Communauté (25 % de ces dépenses sont à charge des Régions et Communautés concernées).

#### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 1532

[C - 99/00375]

**4 MEI 1999.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de wijze van verdeling onder de Gewesten en de Gemeenschappen van de quotiteit die hen ten laste valt in bepaalde verkiezingsuitgaven, in de verschillende gevallen van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de Gewesten en Gemeenschappen

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de Gewesten en Gemeenschappen, bepaalt in zijn artikel 4, zoals het vervangen werd door de bijzondere wet van 18 december 1998, de quotiteit die ten laste valt van de Gewesten en de Gemeenschappen in de in het derde lid van dit artikel 4 opgesomde uitgavencategorieën, voor de verschillende gevallen van gelijktijdige verkiezingen waarin voorzien is, met name :

— voor het geval van gelijktijdige verkiezingen met het oog op de vernieuwing van de federale Wetgevende Kamers en de Gewest- en Gemeenschapsraden (35 % van deze uitgaven zijn ten laste van de betrokken Gewesten en Gemeenschappen) ;

— voor het geval van gelijktijdige verkiezingen met het oog op de vernieuwing van het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden (50 % van deze uitgaven zijn ten laste van de betrokken Gewesten en Gemeenschappen) ;

— voor het geval van gelijktijdige verkiezingen met het oog op de vernieuwing van de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden (25 % van deze uitgaven zijn ten laste van de betrokken Gewesten en Gemeenschappen).

Les catégories de dépenses concernées sont les suivantes :

— le montant de la prime de l'assurance souscrite par l'Etat en vue de couvrir les dommages corporels résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions;

— les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits en ladite qualité (ces frais leur sont remboursés à charge de l'Etat selon les modalités fixées par l'arrêté royal du 27 août 1982);

— les jetons de présence et les indemnités de déplacement auxquelles peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux (ces dépenses tombent également à charge de l'Etat).

L'article 4 précité dispose en son alinéa 6 que la quotité incombant aux Régions et aux Communautés dans ces dépenses est répartie entre ces pouvoirs, au prorata du nombre d'électeurs, selon les modalités arrêtées par le Roi.

Un arrêté royal daté du 3 avril 1995 et publié au *Moniteur belge* du 21 avril 1995 a fixé ces modalités en prévision des élections qui se sont tenues le 21 mai 1995 pour les Chambres législatives fédérales et les Conseils de Région et de Communauté.

Le projet d'arrêté tel qu'il avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat visait à fixer ces modalités suivant des règles analogues en prévision des élections simultanées qui se tiendront le 13 juin prochain pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de Région et de Communauté.

Le Conseil d'Etat a fait observer dans son avis qu'il serait opportun de déterminer lesdites modalités dans un seul arrêté, applicable à toutes les hypothèses d'élections simultanées (ci-avant énumérées) envisagées par la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993.

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tient compte de cette observation et abroge en conséquence l'arrêté royal précité du 3 avril 1995.

Comme demandé par le Conseil d'Etat, l'article 1<sup>er</sup>, § 2, en projet précise par ailleurs ce qu'il y a lieu d'entendre par les mots (utilisés au § 1<sup>er</sup> du même article) « électeurs de l'ensemble du Royaume ».

Cette notion comprend les Belges établis à l'étranger et inscrits sur la liste des électeurs visée à l'article 11, § 2, du Code électoral tel qu'il a été rétabli par la loi du 18 décembre 1998, ainsi que les citoyens non belges de l'Union européenne résidant en Belgique et inscrits sur la liste des électeurs en application de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen. Elle n'englobe toutefois pas les Belges résidant sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne et ayant introduit une demande pour être admis à voter par correspondance en faveur de listes de candidats belges pour l'élection du Parlement européen. La liste de ces électeurs est en effet dressée par un bureau spécial institué au sein du Ministère de l'Intérieur (cfr. art. 13 de la loi précitée du 23 mars 1989) alors que les dispositions de l'arrêté en projet se réfèrent à la notion d'électeurs inscrits en cette qualité dans les communes du Royaume, sur la liste dressée en prévision des élections par le collège des bourgmestre et échevins.

Pour le surplus, le texte proposé a été adapté aux remarques de forme faites par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux,  
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Finances,  
J.-J. VISEUR

De betrokken uitgavencategorieën zijn de volgende :

— het bedrag van de premie van de verzekering die door de Staat afgesloten wordt met het oog op de vergoeding van de lichamelijke letsels die de leden van de kiesbureaus in de uitoefening van hun ambt zouden kunnen oplopen;

— de reiskosten voorgelegd door de kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij ingeschreven zijn in die hoedanigheid (die kosten worden hen terugbetaald ten laste van de Staat, volgens de modaliteiten bepaald door het koninklijk besluit van 27 augustus 1982);

— het presentiegeld en de reiskostenvergoeding waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken (deze uitgaven vallen eveneens ten laste van de Staat).

Het voormelde artikel 4 bepaalt in zijn zesde lid dat de quotiteit die ten laste valt van de Gewesten en Gemeenschappen in die uitgaven verdeeld wordt onder deze overheden, naar rato van het aantal kiezers, overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Koning.

Een koninklijk besluit van 3 april 1995, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 april 1995, heeft deze modaliteiten bepaald met het oog op de verkiezingen die plaatsvonden op 21 mei 1995 voor de federale Wetgevende Kamers en de Gewest- en Gemeenschapsraden.

Het ontwerp van besluit zoals het werd voorgelegd aan het advies van de Raad van State, strekte ertoe deze modaliteiten te bepalen volgens analoge regels, met het oog op de gelijktijdige verkiezingen die zullen plaatsvinden op 13 juni eerstkomende voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden.

De Raad van State merkte in zijn advies op dat het opportuun zou zijn deze modaliteiten in één enkel besluit te bepalen, dat toepasbaar is op alle (hierboven opgesomde) hypothesen van gelijktijdige verkiezingen waarin de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993 voorziet.

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, houdt rekening met deze opmerking en heft bijgevolg het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995 op.

Zoals de Raad van State gevraagd heeft, bepaalt het ontworpen artikel 1, § 2 bovendien wat er onder de (in § 1 van hetzelfde artikel gebruikte) woorden "kiezers van het hele Rijk" verstaan moet worden.

Dit begrip omvat de in het buitenland gevestigde Belgen die ingeschreven zijn op de kiezerslijst bedoeld in artikel 11, § 2, van het Kieswetboek, zoals het hersteld is door de wet van 18 december 1998, evenals de niet-Belgische burgers van de Europese Unie die in België verblijven en die ingeschreven zijn op de kiezerslijst overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement. Het omvat echter niet de Belgen die op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Unie verblijven en die een aanvraag hebben ingediend om toegelaten te worden per briefwisseling te stemmen op lijsten van Belgische kandidaten voor de verkiezing van het Europees Parlement. De lijst van deze kiezers wordt immers opgesteld door een speciaal bureau dat opgericht is binnen het Ministerie van Binnenlandse Zaken (cf. art. 13 van de voormelde wet van 23 maart 1989), terwijl de bepalingen van het ontworpen besluit verwijzen naar het begrip van kiezers die in die hoedanigheid ingeschreven zijn in de gemeenten van het Rijk, op de lijst die opgesteld is met het oog op de verkiezingen door het college van burgemeester en schepenen.

Bovendien werd de voorgestelde tekst aangepast aan de vormelijke opmerkingen die de Raad van State gemaakt heeft.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige,  
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Financiën,  
J.-J. VISEUR

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 4 mars 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de répartition entre les Régions et Communautés, en cas d'élections simultanées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de Région et de Communauté, de la quotité tombant à leur charge de certaines dépenses électorales", a donné le 24 mars 1999 l'avis suivant :

## Observation générale

L'article 4, alinéa 6, de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux régions et aux communautés prévoit que le Roi arrête les modalités selon lesquelles sont réparties entre les communautés et les régions certaines dépenses électorales incombant à ces pouvoirs, dans trois hypothèses d'élections simultanées :

- renouvellement des Chambres législatives et des Conseils régionaux et communautaires (article 4, alinéa 3);
- renouvellement du Parlement européen et des Conseils régionaux et communautaires (article 4, alinéa 4);
- renouvellement des Chambres législatives, du Parlement européen et des Conseils régionaux et communautaires (article 4, alinéa 5).

La quotité incombant aux communautés et aux régions dans les dépenses électorales visées par la loi spéciale (primes d'assurances destinées à couvrir les dommages corporels résultant des accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions) est égale, dans les trois hypothèses visées ci-dessus, respectivement à 35, 50 et 25 p.c.

L'arrêté en projet ne règle les modalités de répartition de ces dépenses entre les communautés et les régions que dans l'hypothèse visée à l'article 4, alinéa 5.

Un arrêté royal du 3 avril 1995 détermine ces modalités dans l'hypothèse visée à l'article 4, alinéa 3.

Les règles prévues par le présent projet sont identiques à celles de l'arrêté royal du 3 avril 1995. Seuls diffèrent les pourcentages, résultant de ceux prévus par la loi spéciale.

Cette identité s'impose : on ne voit pas pour quelle raison les modalités de répartition entre les communautés et régions de la part qui leur incombe seraient différentes dans chacune des trois hypothèses d'élections simultanées.

Ces modalités gagneraient à être déterminées dans un seul arrêté, applicable à toutes les hypothèses d'élections simultanées envisagées par la loi spéciale.

Si l'arrêté en projet devait être pris tel quel, seul le cas des élections simultanées du Parlement européen et des conseils régionaux et communautaires resterait non réglé, alors que, précisément, cette simultanéité n'est pas fortuite, mais résulte de l'article 117, alinéa 2, de la Constitution.

## Observations particulières

## Intitulé

Le texte suivant est proposé :

« Arrêté royal du... déterminant les modalités de répartition de certaines dépenses électorales entre les régions et les communautés, en cas d'élections simultanées pour le renouvellement des Chambres législatives, du Parlement européen et des Conseils de région et de communauté.

## Préambule

Le considérant est superflu et doit être omis.

## Dispositif

Article 1<sup>er</sup>

1. Le fait que le texte du fondement légal du projet d'arrêté soit visé au préambule ne dispense pas d'en reproduire l'intitulé complet dans le dispositif.

2. Sous réserve de l'observation générale, il convient de remarquer que l'hypothèse envisagée par cette disposition est celle de l'élection simultanée des Chambres législatives, du Parlement européen et des Conseils de région et de communauté, soit celle de l'article 4, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux régions et aux communautés (1).

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 maart 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de wijze van verdeling onder de Gewesten en de Gemeenschappen, in geval van gelijktijdige verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden, van de te hunnen laste vallende quotiteit van bepaalde verkiezingsuitgaven", heeft op 24 maart 1999 het volgende advies gegeven :

## Algemene opmerking

Artikel 4, zesde lid, van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de gewesten en de gemeenschappen bepaalt dat de Koning de nadere regels vastlegt volgens welke bepaalde ten laste van de gemeenschappen en gewesten vallende verkiezingsuitgaven onder die overheden verdeeld worden, in drie gevallen van gelijktijdige verkiezingen :

- vernieuwing van de wetgevende Kamers en de Gewest- en gemeenschapsraden (artikel 4, derde lid);
- vernieuwing van het Europees Parlement en van de Gewest- en gemeenschapsraden (artikel 4, vierde lid);
- vernieuwing van de wetgevende Kamers, van het Europees Parlement en van de gewest- en gemeenschapsraden (artikel 4, vijfde lid).

De ten laste van de gemeenschappen en gewesten vallende quotiteit van de verkiezingsuitgaven bedoeld bij de bijzondere wet (verzekeringspremies ter vergoeding van de lichamelijke letsels die de leden van de kiesbureaus in de uitoefening van hun ambt hebben opgelopen) bedraagt in de drie voormelde gevallen respectievelijk 35, 50 en 25 pct.

Het ontworpen besluit regelt de wijze van verdeling van die uitgaven onder de gemeenschappen en gewesten alleen voor het in artikel 4, vijfde lid, bepaalde geval.

Een koninklijk besluit van 3 april 1995 bepaalt deze wijze van verdeling voor het in artikel 4, derde lid, bepaalde geval.

De in het onderhavige ontwerp bepaalde regels zijn dezelfde als die van het koninklijk besluit van 3 april 1995. Alleen de percentages, waarvan de oorsprong ligt in de bijzondere wet, zijn verschillend.

Die gelijkheid is een noodzaak : het zou onbegrijpelijk zijn dat de wijze van verdeling, onder de gemeenschappen en de gewesten, van het aandeel dat te hunnen laste valt, verschillend zou zijn in elk van de drie gevallen van gelijktijdige verkiezingen.

Het verdient aanbeveling die wijzen van verdeling vast te leggen in een afzonderlijk besluit, dat in alle in de bijzondere wet beoogde gevallen van gelijktijdige verkiezingen van toepassing zou zijn.

Indien het ontworpen besluit als dusdanig zou worden vastgesteld, zou alleen het geval van gelijktijdige verkiezingen voor het Europees Parlement en voor de Gewest- en gemeenschapsraden niet geregeld zijn, terwijl precies die gelijktijdigheid niet toevallig is, maar voortvloeit uit artikel 117, tweede lid, van de Grondwet.

## Bijzondere opmerkingen

## Opschrift

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« Koninklijk besluit van... tot bepaling van de wijze van verdeling van bepaalde verkiezingsuitgaven onder de gewesten en de gemeenschappen, in geval van gelijktijdige verkiezingen voor de vernieuwing van de wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de gewest- en gemeenschapsraden.

## Aanhef

De considerans is overbodig en dient te vervallen.

## Dispositief

## Artikel 1

1. Niettegenstaande in de aanhef de rechtsgrond van het ontwerp van besluit geciteerd is, dient het volledige opschrift ervan in het dispositief te worden vermeld.

2. Onder voorbehoud van de algemene opmerking dient er te worden op gewezen dat het in deze bepaling beoogde geval betrekking heeft op de gelijktijdige verkiezingen voor de wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de gewest- en gemeenschapsraden, namelijk het geval waarin artikel 4, vijfde lid, van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de gewesten en de gemeenschappen voorziet (1).

Par ailleurs, l'expression "électeurs de l'ensemble du Royaume" n'est pas dépourvue d'ambiguïté.

La question se pose si :

1° les Belges qui ont établi leur résidence effective dans un autre Etat membre de la Communauté européenne et qui n'ont pas manifesté leur volonté d'exercer leur droit de vote dans l'Etat où ils résident;

2° les ressortissants des autres Etats membres de la Communauté européenne, qui ont manifesté leur volonté d'exercer leur droit de vote en Belgique, sont également visés par l'auteur du projet.

3. L'alinéa 2 dispose que "Le solde de ces dépenses est pris en charge par l'Etat. »

Cette disposition ne porte pas sur les modalités de répartition entre les communautés et les régions des dépenses électorales qui leur incombent. Elle doit, dès lors, être omise (2).

L'article 1<sup>er</sup> doit être adapté pour tenir compte de ces observations.

#### Articles 2 et 3

Il serait préférable de permuter les articles 2 et 3 du projet de façon à énoncer d'abord le principe général selon lequel l'Etat récupère sans intermédiaire les dépenses dont il est question; la facturation par la Poste des jetons de présence des membres des bureaux électoraux et des frais inhérents au paiement de ceux-ci constitue une exception à ce principe.

La Chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y; Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, assesseurs de la section de législation;

Mme. J. Gielissen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. Rongvaux, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,	Le premier président,
J. Gielissen.	J.-J. Stryckmans.

#### Notes

(1) Le fait que cette précision figure dans l'intitulé n'est pas suffisant, un intitulé étant dépourvu de valeur normative.

(2) A cet égard, l'article 130, alinéa 2, du Code électoral, remplacé par la loi (ordinaire) du 16 juillet 1993 dispose qu' "en cas d'élections simultanées pour les Chambres législatives et les Conseils communautaires et régionaux, les dépenses visées aux 2° et 4° de l'alinéa précédent (soit les mêmes catégories de dépenses que celles visées à l'article 4, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 juillet 1993) sont supportées par l'Etat à raison de 65 p.c. » .

De même, l'article 27, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, également remplacé par la loi ordinaire du 16 juillet 1993, prévoit que "Les dépenses visées à l'article 130, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, du Code électoral, sont à charge de l'Etat. Toutefois, si l'élection pour le renouvellement du Parlement européen a lieu en même temps que celle pour le renouvellement des Conseils régionaux et de communauté, ces dépenses sont prises en charge par l'Etat à raison de 50 p.c.»

Aucune disposition légale ne règle spécifiquement la part prise en charge par l'Etat en cas de double simultanéité; ni le Code électoral ni la loi du 23 mars 1989 n'ont, en effet, été modifiés consécutivement à la modification apportée à la loi spéciale du 16 juillet 1993 par la loi spéciale du 18 décembre 1998 pour envisager cette hypothèse.

De woorden "kiezers van het hele Rijk" zijn overigens dubbelzinnig.

De vraag rijst of de steller van het ontwerp daaronder eveneens verstaat :

1° de Belgen die zich daadwerkelijk in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap gevestigd hebben en niet te kennen hebben gegeven dat ze in de Staat waar ze verblijven hun kiesrecht wensen uit te oefenen;

2° de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap die te kennen hebben gegeven dat ze hun kiesrecht in België wensen uit te oefenen.

3. Het tweede lid bepaalt : "Het saldo van die uitgaven wordt door de Staat ten laste genomen".

Deze bepaling heeft niets te maken met de wijze van verdeling, onder de gemeenschappen en gewesten, van de verkiezingsuitgaven die te hunnen laste vallen. Ze dient derhalve te vervallen (2).

Artikel 1 dient te worden aangepast, waarbij met die opmerkingen rekening wordt gehouden.

#### Artikelen 2 en 3

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp worden bij voorkeur omgewisseld om in de eerste plaats het algemene beginsel aan te geven dat de Staat de bewuste uitgaven rechtstreeks terugvordert; een uitzondering op dit beginsel is het aanrekenen, door de Post, van het presentiegeld van de leden van de kiesbureaus en de kosten die verbonden zijn aan de betaling ervan.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, staatsraden;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer. L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer B. Rongvaux, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier,	De eerste voorzitter,
J. Gielissen.	J.-J. Stryckmans.

#### Nota's

(1) De vermelding ervan in het opschrift is niet voldoende, omdat een opschrift geen regelgevende kracht heeft.

(2) In dit verband bepaalt artikel 130, tweede lid, van het Kieswetboek, vervangen bij de (gewone) wet van 16 juli 1993 : "Indien de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers tegelijkertijd met de verkiezingen voor de Gemeenschaps- en Gewestraad plaatsvinden, worden de in de 2° tot 4° van het vorige lid bedoelde uitgaven (dezelfde categorieën van uitgaven als die welke bedoeld zijn in artikel 4, derde lid, van de bijzondere wet van 16 juli 1993) naar rato van 65 % ten laste genomen door de Staat».

Evenzo bepaalt artikel 27, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, eveneens vervangen bij de gewone wet van 16 juli 1993, het volgende : «De in artikel 130, eerste lid, 2° tot 4°, van het Kieswetboek bedoelde uitgaven zijn ten laste van de Staat. Wanneer de verkiezing van het Europees Parlement evenwel samenvalt met die voor de Gewest- en Gemeenschapsraden, zijn deze uitgaven voor de helft ten laste van de Staat.»

Geen enkele wetsbepaling regelt specifiek het door de Staat ten laste genomen aandeel in geval van dubbele gelijktijdigheid; noch het Kieswetboek, noch de wet van 23 maart 1989 zijn, om met dat beoogde geval rekening te houden, immers gewijzigd naar aanleiding van de in de bijzondere wet van 16 juli 1993 door de bijzondere wet van 18 december 1998 aangebrachte wijziging.

**4 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les modalités de répartition entre les Régions et les Communautés de la quotité qui leur incombe dans certaines dépenses électorales, dans les divers cas d'élections simultanées prévus à l'article 4 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés, notamment l'article 4, alinéas 3, 4, 5 et 6, remplacé par la loi du 18 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'élections simultanées prévu à l'article 4, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et à compléter la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés, la quotité incombant à ces pouvoirs dans les catégories de dépenses qui y sont énumérées est répartie entre lesdites Régions et Communautés de la manière suivante :

1° la Région flamande prend en charge 35 % du montant obtenu en multipliant les dépenses totales de chaque catégorie par le quotient résultant de la division du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la Région flamande par le nombre d'électeurs de l'ensemble du Royaume;

2° la Région wallonne prend en charge d'une part, 35 % du montant obtenu en multipliant les dépenses totales de chaque catégorie par le quotient résultant de la division du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la Région wallonne, déduction faite du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la région de langue allemande, par le nombre d'électeurs de l'ensemble du Royaume, et d'autre part, 17,5 % du montant obtenu en multipliant les dépenses totales de chaque catégorie par le quotient résultant de la division du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la région de langue allemande par le nombre d'électeurs de l'ensemble du Royaume;

3° la Région de Bruxelles-Capitale prend en charge 35 % du montant obtenu en multipliant les dépenses totales de chaque catégorie par le quotient résultant de la division du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la Région de Bruxelles-Capitale par le nombre d'électeurs de l'ensemble du Royaume;

4° la Communauté germanophone prend en charge 17,5 % du montant obtenu en multipliant les dépenses totales de chaque catégorie par le quotient résultant de la division du nombre d'électeurs inscrits dans les communes faisant partie de la région de langue allemande par le nombre d'électeurs de l'ensemble du Royaume.

Dans le cas d'élections simultanées prévu à l'article 4, alinéa 4, de la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993, la quotité incombant aux Régions et aux Communautés dans les catégories de dépenses énumérées à l'alinéa 3 du même article est répartie entre lesdites Régions et Communautés de la manière indiquée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, sous réserve que les pourcentages de 35 % et de 17,5 % sont chaque fois remplacés par respectivement 50 % et 25 %.

Dans le cas d'élections simultanées prévu à l'article 4, alinéa 5, de la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993, la quotité incombant aux Régions et aux Communautés dans les catégories de dépenses énumérées à l'alinéa 3 du même article est répartie entre lesdites Régions et Communautés de la manière indiquée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, sous réserve que les pourcentages de 35 % et de 17,5 % sont chaque fois remplacés par respectivement 25 % et 12,5 %.

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de wijze van verdeling onder de Gewesten en de Gemeenschappen van de quotiteit die hen ten laste valt in bepaalde verkiezingsuitgaven, in de verschillende gevallen van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de Gewesten en Gemeenschappen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de Gewesten en de Gemeenschappen, inzonderheid op artikel 4, derde, vierde, vijfde en zesde lid, vervangen bij de wet van 18 december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. In het geval van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4, derde lid, van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en tot aanvulling van de kieswetgeving met betrekking tot de Gewesten en Gemeenschappen, wordt de quotiteit die ten laste valt van deze overheden in de uitgavencategorieën die erin opgesomd worden, op de volgende manier verdeeld onder deze Gewesten en Gemeenschappen :

1° het Vlaamse Gewest neemt 35 % ten laste van het bedrag dat wordt verkregen door de totale uitgaven van iedere categorie te vermenigvuldigen met het quotiënt van de deling van het aantal kiezers dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Vlaamse Gewest behoren, door het aantal kiezers van het hele Rijk;

2° het Waalse Gewest neemt enerzijds 35 % ten laste van het bedrag dat wordt verkregen door de totale uitgaven van iedere categorie te vermenigvuldigen met het quotiënt van de deling van het aantal kiezers dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Waalse Gewest behoren, waarvan het aantal kiezers wordt afgetrokken dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Duitse taalgebied behoren, door het aantal kiezers van het hele Rijk en anderzijds 17,5 % van het bedrag dat wordt verkregen door de totale uitgaven van iedere categorie te vermenigvuldigen met het quotiënt van de deling van het aantal kiezers dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Duitse taalgebied behoren, door het aantal kiezers van het hele Rijk;

3° het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest neemt 35 % ten laste van het bedrag dat wordt verkregen door de totale uitgaven van iedere categorie te vermenigvuldigen met het quotiënt van de deling van het aantal kiezers dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest behoren, door het aantal kiezers van het hele Rijk;

4° de Duitstalige Gemeenschap neemt 17,5 % ten laste van het bedrag dat wordt verkregen door de totale uitgaven van iedere categorie te vermenigvuldigen met het quotiënt van de deling van het aantal kiezers dat ingeschreven is in de gemeenten die tot het Duitse taalgebied behoren, door het aantal kiezers van het hele Rijk.

In het geval van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4, vierde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993, wordt de quotiteit die ten laste valt van de Gewesten en de Gemeenschappen in de in het derde lid van hetzelfde artikel opgesomde uitgavencategorieën, verdeeld onder deze Gewesten en Gemeenschappen op de manier zoals beschreven in het eerste lid van deze paragraaf, onder voorbehoud dat de percentages 35 % en 17,5 % telkens vervangen worden door respectievelijk 50 % en 25 %.

In het geval van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4, vijfde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993, wordt de quotiteit die ten laste valt van de Gewesten en de Gemeenschappen in de in het derde lid van hetzelfde artikel opgesomde uitgavencategorieën, verdeeld onder deze Gewesten en Gemeenschappen op de manier zoals beschreven in het eerste lid van deze paragraaf, onder voorbehoud dat de percentages 35 % en 17,5 % telkens vervangen worden door respectievelijk 25 % en 12,5 %.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, il y a lieu d'entendre par « électeurs de l'ensemble du Royaume », le nombre total d'électeurs inscrits en cette qualité sur la liste des électeurs dressée par le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune en prévision des élections, en ce compris :

1° les Belges établis à l'étranger et inscrits sur la liste des électeurs visée à l'article 11, § 2, du Code électoral, pour les cas d'élections simultanées prévus à l'article 4, alinéas 3 et 5, de la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993;

2° les citoyens non belges de l'Union européenne résidant en Belgique et inscrits sur la liste des électeurs en application de l'article 3, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, pour les cas d'élections simultanées prévus à l'article 4, alinéas 4 et 5, de la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993.

**Art. 2.** Les catégories de dépenses visées à l'article 4, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 16 juillet 1993, à l'exception de celle visée à l'article 3 du présent arrêté, font l'objet, à l'issue des élections, de déclarations de créance émises par Notre Ministre de l'Intérieur à l'égard des autorités régionales et communautaires concernées.

**Art. 3.** Les jetons de présence des membres des bureaux électoraux et les frais inhérents au paiement de ceux-ci sont facturés directement par la Poste aux autorités concernées, compte tenu de la clef de répartition fixée à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** L'arrêté royal du 3 avril 1995 déterminant les modalités de répartition entre les Régions et les Communautés de la quotité tombant à leur charge des dépenses électorales en cas d'élections simultanées pour les Chambres fédérales et les Conseils de Communauté et de Région est abrogé.

**Art. 5.** Notre Premier Ministre, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

§ 2. Voor de toepassing van § 1, dient onder "kiezers van het hele Rijk", het totaal aantal kiezers verstaan te worden die in die hoedanigheid ingeschreven zijn op de kiezerslijst die opgesteld is door het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente met het oog op de verkiezingen, met inbegrip van :

1° de in het buitenland gevestigde Belgen die ingeschreven zijn op de in artikel 11, § 2, van het Kieswetboek bedoelde kiezerslijst, voor de gevallen van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4, derde en vijfde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993;

2° de niet-Belgische burgers van de Europese unie die in België verblijven en die ingeschreven zijn op de kiezerslijst, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, tweede zin, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, voor de gevallen van gelijktijdige verkiezingen, voorzien in artikel 4, vierde en vijfde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993.

**Art. 2.** De uitgavencategorieën bedoeld in artikel 4, derde lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 juli 1993, met uitzondering van die welke bedoeld wordt in artikel 3 van dit besluit, zijn na afloop van de verkiezingen het voorwerp van schuldvorderingen van Onze Minister van Binnenlandse Zaken aan de betrokken gewest- en gemeenschaps-overheden.

**Art. 3.** Het presentiegeld van de leden van de kiesbureaus en de kosten die verbonden zijn aan de betaling ervan worden door de Post rechtstreeks aan de betrokken overheden gefactureerd, met inachtneming van de in artikel 1 vastgestelde verdeelsleutel.

**Art. 4.** Het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot bepaling van de wijze van verdeling onder de Gewesten en de Gemeenschappen van de te hunnen laste vallende quotiteit van de verkiezingsuitgaven in geval van gelijktijdige verkiezingen voor de federale Kamers en de Gemeenschaps- en Gewestraden, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

#### MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 1533

[C - 99/16150]

**13 MAI 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, remplacé par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998 et 3 février 1999;

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 99 — 1533

[C - 99/16150]

**13 MEI 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning wordt gemachtigd maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, inzonderheid op artikel 1, eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, vervangen bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996, 2 december 1996, 13 september 1998 en 3 februari 1999;